

**Groupe régional de coordination sur l'ODD4
en Afrique de l'Ouest et du Centre**

Equipe de travail sur l'égalité des genres et l'éducation inclusive



**PROMOUVOIR LE DROIT DES FILLES
À L'ÉDUCATION EN AFRIQUE
DE L'OUEST ET DU CENTRE**

**Education
2030** 

INTRODUCTION

Grâce aux engagements mondiaux visant à éliminer les disparités de genre dans l'éducation ces dernières décennies, plus de filles que jamais ont maintenant accès à l'éducation à tous les niveaux. Cependant, en Afrique de l'Ouest et du Centre, l'inégalité de genre dans l'éducation reste la plus élevée au monde. **28 millions de filles** (en âge d'être scolarisées au primaire et au secondaire) **n'ont pas accès à l'éducation** (ISU 2016), qu'elles n'aient jamais été inscrites ou qu'elles aient prématurément abandonné leurs études. En Mauritanie et au Niger, près de la moitié des filles inscrites à l'école primaire ne font pas la transition vers l'enseignement secondaire (ISU 2016). En moyenne pour 100 garçons entrant au secondaire, dans la région, seules 76 filles sont inscrites (UNICEF 2015b). Les filles qui fréquentent l'école ont souvent des résultats scolaires insuffisants en raison de la faible qualité de l'enseignement dispensé, des méthodes d'enseignement discriminatoires liées au genre et du manque de soutien à domicile. En Afrique francophone de l'Ouest et du Centre, 2,8% seulement des filles des 40% des ménages les plus pauvres terminent l'école primaire avec suffisamment de compétences en mathématiques et en lecture (PASEC 2014). Les facteurs contribuant aux faibles rendements scolaires et aux faibles taux de participation et d'achèvement des filles sont, entre autres, **les normes de genre inégalitaires, les violences basées sur le genre en milieu scolaire, les grossesses précoces, le mariage d'enfants et la pauvreté.**



L'objectif 4 du développement durable, l'Agenda 2063 de l'Union africaine et la Stratégie Continentale de l'éducation pour l'Afrique (CESA 16-25) accordent tous une grande importance à la réalisation de l'égalité de genre dans l'éducation. Ils reconnaissent qu'éduquer les filles signifie faciliter leur droit fondamental de développer complètement leur potentiel et de devenir des citoyennes actives et pleinement reconnues. En outre, l'éducation des filles est l'un des meilleurs investissements pour le développement social et économique d'un pays, qui a de surcroît un impact sur une large variété de domaines tels que la santé, l'emploi, les transformations sociales et la stabilité politique. C'est pourquoi des mesures coordonnées doivent être prises pour garantir que les filles d'Afrique de l'Ouest et du Centre aient accès à une éducation de qualité dans la même mesure que leurs pairs dans le reste du monde.

28 millions de filles
ne vont pas à l'école

70 % de filles
vont à l'école primaire

36 % terminent l'école
secondaire inférieure



Aller à l'école mène à une vie meilleure pour moi-même et pour ma famille. Si je peux obtenir une éducation ainsi qu'un emploi, cela mènera à un meilleur avenir à partir duquel je pourrai aider d'autres personnes.

-Albright, 12

IMPACT DE L'ÉDUCATION DES FILLES

DIRECT

Une augmentation de 1% de la part des femmes atteignant le secondaire peut accroître **la croissance économique** de 0.3% .

Avoir un niveau d'éducation secondaire pour les filles serait corrélé à une **hausse de leurs revenus futurs** de 15-25%.

INDIRECT

Eduquer les filles...

...les rend moins vulnérables aux problèmes de santé

Une fille qui termine son éducation de base court trois fois moins le risque de contracter le VIH.

...les protège contre le mariage d'enfants

En Afrique subsaharienne, 66% des filles sans éducation se marient avant l'âge de 18 ans, contre 13% des filles ayant un enseignement secondaire ou supérieur.

...ralentit la croissance démographique

Les mères instruites ont en moyenne trois enfants de moins que les mères non-scolarisées en Côte d'Ivoire et au Niger.

INTERGÉNÉRATIONNEL

Éduquer les filles...

...leur permet de mieux protéger leurs futures filles

Au Burkina Faso, les filles risquent 7 fois moins de souffrir de mutilations génitales féminines lorsque leurs mères sont instruites.

...améliore la santé infantile

Les enfants nés de mères instruites sont 4 fois moins susceptibles de souffrir d'un retard de croissance grave au Burkina Faso. En Côte d'Ivoire et au Mali, le risque de ne recevoir aucun vaccin est 6 fois moins élevé pour les enfants nés de femmes instruites.

...réduit la mortalité infantile

Au Burkina Faso et au Nigeria, les enfants nés de mères instruites ont 4 fois plus de chances de survivre après l'âge de 4 ans.

...améliore l'éducation de leurs futurs enfants

Il est reconnu que les femmes instruites ont des enfants mieux formés et encouragent particulièrement la scolarisation de leurs filles.

LES BARRIÈRES À L'ÉDUCATION DES FILLES

1. LES BARRIÈRES SOCIALES

Les normes de genre inégalitaires restreignent fortement les chances des filles d'être scolarisées. Parce que les femmes sont traditionnellement valorisées à travers leur fertilité et leurs activités agricoles et domestiques au sein des systèmes sociétaux patriarcaux et parce que les filles sont principalement destinées à servir d'autres familles après le mariage, investir dans leur éducation formelle n'est pas considéré comme bénéfique. Dans la région Ashanti du Ghana, 50% des parents garderaient leurs fils à l'école plutôt que leurs filles s'ils étaient forcés de faire un choix, contre seulement 10% qui donneraient la priorité aux filles (Plan WARO 2012). Certains parents évitent même d'envoyer leurs filles à l'école, considérant qu'il s'agit d'un obstacle à leur formation en tant que futures mères et femmes au foyer et un facteur réduisant leurs chances de se marier (Plan WARO 2012). Les filles handicapées font face à une double discrimination due aux attitudes négatives des sociétés à l'égard du genre et du handicap. Ainsi, les filles handicapées ne sont souvent pas autorisées à aller à l'école ou, lorsqu'elles le sont, sont souvent victimes de discrimination et de violence, notamment de violence sexuelle (Handicap International 2015a, Sightsavers 2017)

Le mariage d'enfants

Le lien entre le mariage d'enfants et l'éducation des filles est multidirectionnel. Le mariage d'enfants peut aussi bien être la cause



que la conséquence du décrochage scolaire. D'une part, pousser les filles au mariage signifie souvent les retirer de l'école. Cela peut se produire des mois ou des années avant la date effective de mariage afin que la jeune fille puisse commencer à gagner de l'argent pour constituer son trousseau de mariage. Même si les filles ne quittent pas l'école immédiatement après leur mariage, les devoirs de la vie conjugale et de la maternité qui s'en suivent limitent sévèrement leurs possibilités de terminer leurs études. D'autre part, les parents peuvent décider de donner leurs filles en mariage parce qu'ils ont perdu confiance en leurs chances académiques. Les résultats d'apprentissage médiocres des filles, les faibles rendements économiques de leur éducation et les risques perçus font que les parents et/ou les filles croient que le mariage est une meilleure alternative. En Afrique subsaharienne, le mariage d'enfants est un déterminant important du faible niveau de scolarisation des filles. Le taux d'alphabétisation chez les femmes mariées dans l'enfance est de 29% contre 53,7% chez les femmes mariées après 18 ans (Nguyen et Wodon 2014). Au Tchad, 28% des filles âgées de 15 à 24 ans qui ont quitté l'école prématurément l'ont fait parce qu'elles étaient mariées (Lloyd et Mensch 2006). L'élimination du mariage d'enfants et des grossesses précoces au Nigeria pourrait réduire de moitié l'écart de genre dans l'éducation (Nguyen et Wodon 2012).

L'autonomisation des filles à travers les clubs TUSEME

En Afrique de l'Ouest et du Centre, la participation et la performance des filles en classe sont souvent compromises par des normes limitant le rôle des femmes dans la vie publique. Le Forum des éducatrices africaines (FAWE) a mis en place dans toutes ses interventions en Afrique de l'Ouest et du centre, des clubs TUSEME pour l'autonomisation des jeunes dans les écoles, afin de former les élèves et surtout les filles à identifier et à comprendre les attitudes et préjugés négatifs qui les affectent et à prendre des mesures pour les résoudre. A travers le théâtre, le chant et les arts créatifs, les filles gagnent en confiance en soi, apprennent à s'exprimer et sont dotées de compétences de négociation, de prise de décision et de leadership. TUSEME a servi de catalyseur pour une transformation significative des relations de genre entre filles et garçons et avec les enseignants femmes et hommes. L'engagement académique des filles a été amélioré ainsi que leur implication dans les comités scolaires et les rôles de leadership. Hawa, une écolière du Mali, a déclaré après avoir rejoint TUSEME: «Aujourd'hui, je suis une femme qui sait ce qu'elle veut et vers où elle se dirige.»

<http://fawe.org/activities/interventions/index.php>

LES BARRIÈRES À L'ÉDUCATION DES FILLES

Lutter contre le mariage d'enfants à travers des cours d'alphabétisation des adultes

Avec 76% des filles mariées avant l'âge de 18 ans, le Niger enregistre le taux de mariage d'enfants le plus élevé au monde. Save the Children travaille avec les parents afin de maintenir leurs filles à l'école, au lieu de les donner en mariage, à travers des cours d'alphabétisation pour adultes. Une série de cours de base de lecture, d'écriture et de mathématiques, combinée à des séances de sensibilisation, aide les parents à réaliser l'importance de l'éducation et à modifier leurs attitudes à l'égard des pratiques traditionnelles néfastes. La grande majorité des parents engagés dans le programme ont abandonné leur plan initial d'arrêter l'éducation de leurs filles après l'école primaire et les ont autorisées à poursuivre à l'école secondaire.

<https://niger.savethechildren.net>

Les grossesses précoces

L'Afrique de l'Ouest et du Centre enregistre le taux de natalité chez les adolescentes le plus élevé au monde, avec près de 200 naissances pour 1 000 filles (UNICEF 2015a). 28% des femmes âgées de 20 à 24 ans ont eu une naissance vivante avant l'âge de 18 ans; à 51%, le Niger enregistre le taux le plus élevé dans le monde (UNFPA 2013). Tout comme le mariage d'enfants, les grossesses précoces peuvent être à la fois une cause et une conséquence du décrochage scolaire. Dans de nombreux pays de la région, les filles enceintes sont contraintes de quitter l'école et découragées d'y retourner après leur accouchement soit par les autorités, leurs parents, leurs camarades ou leurs enseignants (Plan WARO 2012). D'autre part, les grossesses précoces peuvent survenir en raison de l'abandon prématuré de l'école, et donc du manque d'éducation sexuelle et d'opportunités futures. En Afrique de l'Ouest et du Centre, les filles sans éducation sont généralement deux fois plus susceptibles d'avoir un/des enfants avant l'âge de 18 ans que celles qui ont fréquenté l'école (UNICEF 2015a). De manière générale, les jeunes de la région, filles comme garçons, manquent sérieusement d'informations et de services sur la santé sexuelle et reproductive (UNESCO 2016b).

Une action gouvernementale multisectorielle

Grâce aux efforts conjoints d'une coalition dirigée par l'UNESCO, l'ONUSIDA, le FNUAP, l'UNICEF et les Communautés économiques régionales, les ministères de l'Éducation et les ministères de la Santé de 21 pays d'Afrique de l'Est et du Sud, se sont engagés à collaborer pour renforcer la santé et les droits sexuels et reproductifs des jeunes. Ces pays ont décidé, entre autres, d'intégrer pleinement l'éducation sexuelle dans leurs programmes nationaux d'éducation, de former les enseignants ainsi que les travailleurs sociaux et de santé sur le sujet et d'assurer une plus grande offre de services de santé sexuelle et reproductive pour les adolescents et les jeunes. L'Engagement comprend une clause de responsabilité qui oblige les pays à respecter des objectifs spécifiques. Suivant cet exemple, l'UNESCO, l'ONUSIDA, le FNUAP, ONU Femmes, l'UNICEF et les partenaires de la société civile ont lancé un appel à l'action en 2015 visant à instaurer un processus similaire en Afrique de l'Ouest et du Centre. www.youngpeopletoday.net

2. LES BARRIÈRES FINANCIÈRES

Lorsqu'on demande aux parents en Afrique de l'Ouest et du Centre pourquoi leurs enfants ne sont pas scolarisés, le coût de la scolarité est la principale explication qu'ils fournissent (UNICEF 2014). Même lorsque la gratuité de l'école est effective, les coûts indirects (le matériel scolaire, le transport, les uniformes, l'alimentation) et les coûts d'opportunité (la perte de la contribution d'une personne aux tâches ménagères ou aux revenus) liés à la scolarité découragent souvent les parents à inscrire leurs enfants.

En Afrique de l'Ouest et du Centre, le coût annuel pour une famille inscrivant un enfant dans le primaire public varie entre 7 dollars US au Niger et 70 dollars US en Côte d'Ivoire. Pour le premier cycle du secondaire, il est compris entre 24 dollars US au Niger et 300 dollars US au Cameroun (Pôle

05

de Dakar 2012). Ces dépenses d'éducation peuvent absorber jusqu'à près de 10% du revenu des ménages (Pôle de Dakar 2012). Les parents, dans la région, portent une très grande part du financement de l'éducation, équivalent à près de la moitié de l'investissement public. En Sierra

LES BARRIÈRES À L'ÉDUCATION DES FILLES

Leone et au Cameroun, les ménages dépensent même plus que les gouvernements en matière d'éducation, décaissant respectivement 141% et 124% de l'investissement public dans le secteur (Pôle de Dakar 2012). Dans une région qui est l'une des plus pauvres au monde, cela représente une barrière insurmontable pour de nombreuses familles, en particulier pour les plus démunies. Les filles en sont les plus touchées, car, d'abord, du fait des normes de genre inégalitaires les parents favorisent la scolarisation des garçons au détriment de la leur et, ensuite, le coût d'opportunité est plus élevé pour les filles dans certaines zones, compte tenu de leur rôle dans la prise en charge de travaux domestiques ou dans l'apport d'une dot à travers le mariage

Un soutien financier aux filles les plus vulnérables en Sierra Leone

Les districts ruraux de Kailahan, Kenema, Kono, Moyamba et Port Loko ont parmi les plus faibles indices de parité de genre dans les effectifs du premier cycle du secondaire en Sierra Leone (entre 0,57 et 0,75). L'une des principales raisons empêchant les filles de passer au secondaire est le manque de ressources financières. Afin de répondre à ce défi, Plan International, avec IRC, FAWÉ, Open University et Handicap International, paie les frais de scolarité et fournit du matériel scolaire essentiel aux filles les plus vulnérables, en particulier les filles handicapées. Ce soutien financier et matériel, ainsi que d'autres activités telles que les groupes d'étude et la formation des enseignants, accroît l'accès et la rétention des filles à l'école et améliore leurs résultats scolaires. Rebecca, l'une des bénéficiaires, déclare: «Le projet a créé une grande différence dans ma vie. Je n'ai pas à m'inquiéter pour l'uniforme scolaire, les chaussures, les livres, les stylos ou les frais. Alors maintenant, la seule chose que j'aie à faire est de bien étudier et réussir mes examens.»



3. LES BARRIÈRES RELATIVES À L'ÉCOLE

Les violences basées sur le genre en milieu scolaire

En Afrique de l'Ouest et du Centre, 67% des abandons scolaires chez les filles surviennent à cause de la violence (UNESCO 2007). La violence à l'intérieur, aux alentours ou sur le chemin de l'école est très répandue dans la région. Lorsque basée sur le genre, elle exacerbe la discrimination socioculturelle existante contre les filles et porte atteinte à leurs chances d'avoir une éducation de qualité. Alors que les garçons souffrent principalement de châtiements corporels et dégradants, les filles sont

inégalement affectées par la violence psychologique et par la violence, les abus et l'exploitation sexuels, que ce soit de la part de leurs camarades de classe ou du personnel de l'école (UNICEF et al. 2010). En République démocratique du Congo, 46% de filles scolarisées confirment avoir été victimes de harcèlement, d'abus et de violence sexuels perpétrés par leurs enseignants ou d'autres membres du personnel de l'école (UNICEF et al. 2010). Et pour près de 68% des filles au Mali, les enseignants sont les principaux auteurs de harcèlement sexuel (Save the Children et al. 2010). Les filles handicapées connaissent des taux plus élevés de violence basée sur le genre et font face à des obstacles spécifiques pour l'évaluer, y échapper et la signaler (Handicap International 2015b). La violence basée sur le genre en milieu scolaire (VBGMS) a un sérieux impact sur l'accès et la rétention des filles à l'école, ainsi que sur leur rendement scolaire. La VBGMS crée un environnement d'apprentissage stressant et intimidant pour les filles, entraînant de mauvaises performances en raison de leur faible estime de soi, de leur concentration réduite

LES BARRIÈRES À L'ÉDUCATION DES FILLES

et de leur anxiété. De plus, les parents retirent leurs filles de l'école ou décident de ne pas les inscrire, lorsqu'ils réalisent que les écoles elles-mêmes et/ou le trajet vers l'école, ne sont pas sûrs (UNICEF et al. 2010). Dans cette perspective, la distance entre la maison et l'école est un facteur déterminant dans la décision des parents de laisser leurs filles aller à l'école ; ce qui souligne la nécessité de réduire la distance à l'école ou de soutenir le transport.

Les méthodes pédagogiques et le matériel didactique discriminatoires

Les méthodes d'enseignement et le matériel didactique discriminatoires liés au genre posent un sérieux obstacle à l'apprentissage des filles. En Afrique de l'Ouest et du Centre, les enseignants ont tendance à avoir de faibles attentes pour les filles, en particulier dans les sciences et les mathématiques. Cela entraîne des résultats d'apprentissage plus faibles pour les filles. En Afrique francophone de l'Ouest et du centre, les filles ont des performances inférieures à celles des garçons en mathématiques et ce, dès les premières années de l'école primaire (PASEC 2014). Ces résultats d'apprentissage médiocres alimentent les stéréotypes de genre et poussent les parents à remettre en question la pertinence de scolariser leurs filles. Les enseignantes peuvent jouer un rôle essentiel pour inverser cette dynamique. Malgré le nombre très faible d'enseignantes dans la région - au Libéria, seuls 13% des enseignants sont des femmes (UNESCO 2017a) – il est reconnu qu'avoir une enseignante augmente la performance scolaire des filles sans défavoriser les garçons (Lee et al. 2017). Les enseignantes sont des modèles de succès aussi bien pour les filles que pour leurs parents.

S'attaquer aux VBGMS au Libéria

Au Libéria, l'UNICEF, le Ministère de l'éducation et les ONG locales favorisent l'accès, la rétention et l'achèvement des études des filles dans le cadre du Programme d'éducation équitable en matière de genre (GEEP). GEEP est un programme holistique, avec une stratégie intersectorielle intégrant la protection contre les VBGMS dans et autour des écoles pour renforcer le succès des filles dans un environnement scolaire plus sûr et plus protecteur. Cela implique, entre autres, un code de conduite des enseignants et un système complet de suivi de la violence sexuelle et sexiste intégré à la formation des enseignants, les clubs de filles, la formation aux compétences de la vie, y compris la santé sexuelle et reproductive (SSR) et les références VBGMS, et enfin les activités d'habilitation. Oretha, l'un des moniteurs d'éducation communautaire du programme, évoque, parmi ses principales réalisations, la réintégration avec succès d'une jeune fille de 14 ans qui avait abandonné l'école en raison d'une grossesse et qui avait peur d'y retourner par crainte de la stigmatisation et de la discrimination.

Le manque d'installations WASH

Le manque d'éducation à l'hygiène menstruelle, de serviettes hygiéniques, d'espaces de changement privés et d'installations sanitaires peut affecter le bien-être, la santé, la fréquentation scolaire et les résultats d'apprentissage des filles. Certaines études estiment qu'en Afrique, 10% des filles en âge d'être scolarisées ne fréquentent pas l'école pendant leurs périodes menstruelles en raison des problèmes précités (OMS et UNICEF 2013). Cela représente une perte de 10 à 20% de l'année scolaire et in fine un risque plus élevé d'abandon. Le manque d'installations WASH appropriées est particulièrement important en Afrique de l'Ouest et du Centre, où de nombreuses écoles ne possèdent ni toilettes ni accès à l'eau potable. Au Congo, 85% des écoles n'ont pas de toilettes et seule une école sur 10 a des toilettes séparées pour les filles et les garçons (UNESCO 2017b). Au Niger, 14% seulement des écoles primaires ont accès à l'eau (UNESCO 2016a). Pour remédier au manque d'eau, les filles sont souvent affectées à la collecte d'eau. Le temps consacré à cette corvée, ainsi que la fatigue et le manque de concentration qui en résultent ont une incidence sur leurs résultats scolaires. Au Ghana, une réduction de 15 minutes du temps de collecte d'eau a accru la fréquentation scolaire des filles de 12% (OMS et UNICEF 2017).

LES BARRIÈRES À L'ÉDUCATION DES FILLES

Des serviettes hygiéniques réutilisables au Mali

Au Mali, de nombreuses filles manquent de concentration et / ou participent moins en classe parce qu'elles n'ont pas les connaissances, le soutien et les installations nécessaires pour gérer leurs périodes menstruelles. Save the Children offre aux écolières des serviettes hygiéniques réutilisables, fabriquées localement et sélectionnées en collaboration avec les filles. Parallèlement, des séances de formation sur la gestion de l'hygiène menstruelle et l'éducation à la puberté sont offertes aux filles, aux garçons, aux parents et au personnel de l'école ; de même, les installations WASH sont améliorées. Dans chaque école, une enseignante choisie comme point focal de la gestion de l'hygiène menstruelle, suit et accompagne les jeunes adolescentes. L'intervention a créé un environnement favorable pour les filles, brisant le tabou et les mettant à l'aise en classe. Aisha, l'une des bénéficiaires, dit: «Avec ces serviettes hygiéniques, je peux maintenant suivre les cours en toute tranquillité sans craindre que mes habits soient tachés».

<https://mali.savethechildren.net>



4. LES CONFLITS ET CRISES

Les nombreuses crises et les conflits armés en Afrique de l'Ouest et du Centre affectent l'éducation aussi bien directement qu'indirectement, avec souvent un impact spécifique sur les filles. La montée de la violence et de l'insécurité empêche l'accès à l'école et entraîne le décrochage scolaire ainsi qu'une diminution des performances. Dans certains conflits armés, les écoles sont délibérément choisies comme cibles, affectant à la fois les enseignants et les apprenants. Entre 2009 et 2015, les attaques dans le nord-est du Nigéria ont détruit plus de 910 écoles et forcé au moins 1 500 écoles à fermer (HRW 2016). Les filles subissent des conséquences particulières des conflits, notamment la violence sexuelle et l'enlèvement qui impactent sérieusement leurs chances d'apprendre. Parfois les groupes armés ciblent spécifiquement les filles scolarisées, en témoigne l'enlèvement de 276 écolières par Boko Haram dans le nord du Nigeria en 2014.

Dans la province du Sud-Kivu en RDC, 4 500 femmes et filles ont été violées au cours du premier semestre de 2007, entraînant de faibles performances académiques et des abandons scolaires chez les filles (Amnesty International 2008). Outre les conséquences directes des conflits et des crises, les obstacles à l'éducation des filles, existants auparavant, sont exacerbés. On note une augmentation du mariage d'enfants, souvent utilisé comme stratégie d'adaptation pour faire face aux chocs de revenus ou pour protéger les filles contre les atrocités. De même, la violence sexuelle contre les filles, liée aux conflits, entraîne souvent des grossesses précoces, ce qui réduit davantage les chances des filles de terminer leurs études. La violence est souvent transférée à l'école, augmentant le risque de VBGMS (UNICEF et al. 2010). Enfin, les conflits et les crises causent des traumatismes psychologiques et physiques qui continuent d'avoir un impact sur les résultats d'apprentissage des filles bien après la fin de la crise (Ani et Osakwe 2014).



RECOMMANDATIONS

Afin de lever les barrières et de veiller à ce que chaque fille d'Afrique de l'Ouest et du Centre accède à une éducation et la complète dans un environnement sûr et favorable, nous recommandons que tous les acteurs concernés - gouvernements et ministères, donateurs, société civile, secteur privé, écoles, enseignants, communautés et enfants - travaillent ensemble pour :

A. Fournir des environnements d'apprentissage favorables aux filles, sécuritaires et protecteurs :

- Renforcer la sécurité en mettant en place des **mesures préventives et de protection** telles que les codes de conduite, les comités de protection et les clubs d'enfants, des espaces sûrs dédiés aux filles dans les écoles, la formation et le soutien de comités de gestion des écoles, assurer des sanctions efficaces, en soutenant les acteurs concernés (gouvernements locaux, police, ministère de l'Éducation) pour qu'ils établissent et appliquent des contrôles juridiques et réglementaires efficaces ;

- Augmenter le nombre d'**établissements secondaires** proches des communautés afin de réduire les risques de sécurité ;

- Garantir l'accessibilité universelle aux latrines sécurisées et séparées selon le sexe, l'accès au lavage des mains avec du savon et l'accès à l'eau potable dans chaque école (**WASH**) ; offrir aux filles et aux garçons l'accès aux informations d'hygiène menstruelle et aux serviettes hygiéniques ;

- Effectuer des interventions pour renforcer le succès et l'**autonomisation** des filles à la fois à l'intérieur et à l'extérieur des écoles, par le biais de clubs de filles, d'initiatives de leadership pour les filles, de mentorat, de tutorat par les pairs et de tutoriels après l'école ;

- Fournir des espaces d'apprentissage temporaires sécurisés et une éducation accélérée pour les filles et les garçons touchés par les **crises** et garantir qu'aucun enfant réfugié ou migrant ne soit hors de l'école pendant plus de 30 jours.

B. Augmenter le soutien communautaire à l'éducation de qualité des filles :

- **Sensibiliser** sur l'importance d'éduquer les filles et de changer les pratiques nuisibles ; engager les mères et les pères, les garçons et les leaders communautaires et religieux ;

- Développer des initiatives évolutives et durables pour atteindre les **filles les plus vulnérables**, y compris les filles handicapées, les jeunes mères, les adolescentes enceintes et les jeunes mariées, les filles des ménages les plus pauvres et les filles migrantes ;

- Mettre fin au **mariage d'enfants** : fixer l'âge légal du mariage à 18 ans ; Investir dans des campagnes de sensibilisation ;

- Offrir des **bourses** d'étude aux filles défavorisées et / ou des transferts en espèces aux familles vulnérables ;

- Soutenir l'acquisition de **certificats de naissance et de scolarité** ;

- Engager les comités de gestion des écoles et les associations de parents et d'enseignants dans **l'élaboration et la révision des curricula**.



RECOMMANDATIONS

C. Promouvoir des enseignements et des curricula sensibles au genre :

- Introduire la **pédagogie sensible au genre et au handicap** afin de favoriser des environnements d'apprentissage sensibles au genre et au handicap à travers le changement des attitudes des enseignants et des pratiques de classe dans l'ensemble du système (formation des enseignants pré et en cours d'emploi, formation des conseillers pédagogiques et des inspecteurs) ;

- Insérer la sensibilité au genre comme **critère pour le recrutement des enseignants** ;

- Elaborer et assurer l'utilisation de programmes et de matériels pédagogiques adaptés au genre et au handicap afin de promouvoir l'égalité entre les sexes et de réduire les stéréotypes liés au genre et au handicap ;

- Inclure l'éducation complète à la sexualité, y compris l'éducation à la puberté, dans les programmes scolaires et former les animateurs sur la manière de la délivrer aux garçons et aux filles ;

- Investir dans le recrutement, le développement, la motivation et la rétention des **enseignantes**.

D. S'assurer d'une politique et d'une planification qui permettent une promotion efficace du genre :

- Mener une évaluation de la sensibilité au genre des **plans, politiques et stratégies du secteur de l'éducation** et s'assurer que tout développement futur du secteur soit sensible au genre et au handicap ;

- Développer un système de **financement de l'éducation** qui favorise l'équité entre les sexes. Promouvoir la budgétisation sensible au genre ;

- **Coordonner** le département de l'éducation aux départements de la santé, de la protection, de la nutrition et de la sécurité sociale ;

- Mettre en place **une planification, une budgétisation, un suivi de la formation axés sur le genre**, pour les écoles et le personnel administratif du secteur de l'éducation ;

- Mettre en place des systèmes de **suivi et évaluation** qui permettent un suivi étroit des progrès réalisés en matière d'équité entre les sexes dans l'éducation, en utilisant des indicateurs adéquats et une collecte régulière de données, avec des données désagrégées pour le genre, le handicap et le statut socioéconomique, par le biais du EMIS.



RÉFÉRENCES

AMNESTY INTERNATIONAL (2008). Des écoles plus sûres: un droit pour toutes les filles. Londres.

ANI and OSAKWE (2014). Girl-Child Education in Post-War Sierra Leone. Journal of Conflictology, Vol. 5, Iss. 2, pp. 31-38. Campus for Peace, UOC.

Campagne Mondiale pour l'Education et RESULTS (2011). Scolarité des filles : Réparons l'injustice et mettons fin à la discrimination.

HANDICAP INTERNATIONAL (2015a). Gender and Disability: A way forward to overcoming multiple discrimination.

HANDICAP INTERNATIONAL (2015b). Making it Work Initiative on gender and disability inclusion: advancing equity for women and girls with disabilities.

HUMAN RIGHTS WATCH (2016). They set the classrooms on fire, Attacks on Education in Northeast Nigeria.

ISU (Institut de statistique de l'UNESCO) et UNICEF (2015). Réaliser la promesse non tenue de l'Éducation pour tous : Résultats de l'Initiative mondiale en faveur des enfants non scolarisés. Montréal

ISU. Institut des Statistiques de l'UNESCO. <http://data.uis.unesco.org/> consulté en 2017

LEE, RHEE and RUDOLF (2017). Teacher Gender, Student Gender, and Primary School Achievement: Evidence from Ten Francophone African Countries.

LLOYD and MENSCH (2006). Marriage and childbirth as factors in school exit: An analysis of DHS data from sub-Saharan Africa.

NGUYEN and WODON (2012). Child Marriage, Pregnancies, and the Gender Gap in Education Attainment: An Analysis based on the Reasons for Dropping out of School, mimeo, Washington, DC: The World Bank.

NGUYEN and WODON (2014). Impact of child marriage on literacy and education attainment in Africa.

OMS et UNICEF (2013). Rapport 2013 sur les progrès en matière d'assainissement et d'alimentation en eau

OMS et UNICEF (2017). Des services d'approvisionnement en eau potable gérés en toute sécurité — rapport thématique sur l'eau potable 2017. OMS 2017

PASEC (2015). PASEC2014 – Performances des systèmes éducatifs en Afrique subsaharienne francophone : compétences et facteurs de réussite au primaire. PASEC, CONFEMEN, Dakar.

PLAN (2012): Parce-que je suis une fille, rapport Afrique : Progrès et obstacles à l'éducation des filles en Afrique

PÔLE DE DAKAR (2012). Les dépenses des ménages en éducation : Une perspective analytique et comparative pour 15 pays d'Afrique. Document de travail, Pôle d'analyse sectorielle en éducation de l'UNESCO-BREDA.

Rapport EDS, Enquête Démographique et de Santé: Niger (2012), Nigéria (2013), Mali (2013), Burkina Faso (2010), Côte d'Ivoire (2012).

SAVE THE CHILDREN, PLAN, ACDI (2010). La violence faite aux enfants en milieu scolaire au Mali.

SIGHTSAVERS (2017). Gender and disability assessment and research in Sierra Leone. Siobhan Foran.

SPERLING and WINTHROP (2015). What Works in Girls' Education: Evidence for the World's Best Investment.

UNESCO (2007) Headquarters (Section for the Promotion of Rights and Values in Education). Report of 'Expert meeting Stopping Violence in Schools: What Works?'

RÉFÉRENCES

UNESCO (2007) Siège (Section pour la promotion des droits et des valeurs dans l'éducation). Rapport de la Réunion d'experts « En finir avec la violence à l'école : Quelles solutions ? »

UNESCO (2011). L'ÉDUCATION COMPTE. Vers la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement.

UNESCO (2016a). Rapport Mondial de suivi sur l'éducation. L'Éducation pour les peuples et la planète : créer des avenir durables pour tous

UNESCO (2016b). Renforcer l'éducation en Afrique de l'Ouest et du Centre en améliorant la santé sexuelle et reproductive des apprenants. Education 2030 note d'orientation, novembre 2016 volume 3, UNESCO, Dakar

UNESCO (2017a). <http://uis.unesco.org/fr/topic/enseignants> , consulté en 2017.

UNESCO (2017b). <http://uis.unesco.org/apps/visualisations/no-girl-left-behind/index-fr.html>, consulté en 2017.

UNFPA (2012). Marrying Too Young: End Child Marriage. New York. UNFPA

UNFPA (2013). Adolescent pregnancy: A Review of the Evidence

UNFPA (2017). <http://dashboard.unfpaopendata.org/fgm/>, consulté en 2017.

UNICEF (2014). Initiative mondiale en faveur des enfants non scolarisés, Rapport régional Afrique de l'Ouest et du Centre

UNICEF (2015a). Mariages d'enfants, grossesses précoces et formation de la famille en Afrique de l'Ouest et du Centre.

UNICEF (2015b). La Situation des enfants dans le monde 2015: Ré imaginer l'avenir, l'innovation pour chaque enfant

UNICEF, Plan Afrique de l'Ouest, Save the Children and ActionAid (2010). Trop souvent en silence: Un rapport sur la violence en milieu scolaire en Afrique de l'Ouest et du Centre.

Cette note a été développée par



Save the Children

avec le soutien de l'Equipe de Travail Egalité du Genre et Education Inclusive, incluant:



FAWE Forum for African Women Educationalists
Forum des éducatrices africaines



UNHCR
The UN Refugee Agency

